

Des milliers de manifestants au Japon contre l'énergie nucléaire

Par Harumi Ozawa (AFP) 07 05 2011 [\[English version\]](#)

TOKYO — Des milliers de personnes ont encore manifesté au Japon samedi pour exiger une alternative à l'énergie nucléaire, après le séisme et le tsunami dévastateurs qui ont provoqués la pire catastrophe nucléaire au monde après Tchernobyl. Malgré la pluie, des milliers de manifestants se sont réunis à partir du parc du quartier Shibuya de Tokyo, beaucoup brandissant des pancartes et banderoles sur lesquelles l'on pouvait lire : *"le nucléaire est dépassé!"* et *"nous voulons un changement dans la politique énergétique!"*

Cette protestation est survenue juste un jour après que le Premier ministre, Naoto Kan, a demandé l'arrêt des réacteurs d'une centrale nucléaire située au sud-ouest de Tokyo parce qu'elle est près d'une ligne de faille tectonique, craignant un désastre semblable à celui qui a frappé la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi en mars.



Les journalistes évaluent que plus de 10,000 personnes se sont jointes à cette nouvelle démonstration anti-nucléaire de Tokyo (A.F.P., Yoshikazu Tsuno)

"Je suis heureuse de voir que le Premier Ministre a finalement décidé agir," a dit un manifestant, Manami Inoue, 28 ans, qui avait une pancarte noire et jaune avec l'inscription "Non" autour de son cou. *"Mais je veux savoir quand la centrale nucléaire s'arrêtera vraiment de fonctionner,"* a-t-il dit.

Un autre manifestant qui l'accompagnait, Shinji Matsushita, 59 ans, a déclaré : *"je me sens tellement frustré qu'aucun politicien n'ait pris de position claire - s'ils sont pour le nucléaire ou contre le nucléaire. Ils continuent à dire que le nucléaire est dangereux, mais jamais qu'ils sont contre."*

Plus de 10.000 personnes se sont réunies pour la manifestation, a dit le journaliste de la chaîne de télévision publique NHK, après que les organisateurs aient lancé un appel par des réseaux sociaux.

Naoto Kan a déclaré vendredi qu'il ordonnait la suspension des opérations à la centrale nucléaire d'Hamaoka, à 200 kilomètres (125 miles) de la capitale, en attendant qu'une digue plus haute soit construite et que d'autres mesures soient prises pour se prémunir des dégâts d'un tremblement de terre ou d'un tsunami. Les médias locaux ont dit que la suspension serait d'environ deux ans.

Les sismologues ont depuis longtemps alerté qu'un tremblement de terre majeur aurait déjà dû se produire dans la région de Tokai où se situe la vieillissante centrale nucléaire d'Hamaoka, tandis que les militants anti-nucléaires soutiennent que le secteur sismiquement instable enclin aux tremblements de terre fait d'Hamaoka le plus dangereux risque nucléaire de l'archipel.

Le Japon qui a de faibles ressources énergétiques est fortement dépendant du pétrole du Moyen-Orient, assure environ un tiers de ses besoins d'énergie avec l'énergie nucléaire.

Le parti au pouvoir a dit qu'il passerait en revue la politique énergétique gouvernementale après que la centrale endommagée de Fukushima ait généré une pollution radioactive dans l'air, le sol et la mer et ait forcé à ce jour l'évacuation de 85.000 personnes. Mais il a dit qu'il n'abandonnerait pas l'énergie nucléaire.

Les grands journaux japonais ont largement bien accueilli l'action de Naoto Kan, bien qu'il n'ait pas le pouvoir légal nécessaire pour arrêter un réacteur nucléaire, mais pressant l'opérateur de la centrale nucléaire d'Hamaoka d'accepter sa décision.

"Il est difficile d'expliquer à la communauté internationale pourquoi la centrale nucléaire d'Hamaoka, que l'on considère comme 'la plus dangereuse' continue à fonctionner," a dit le journal libéral Asahi Shimbun dans son éditorial de samedi.

Le journal Mainichi Shimbun a dit également : *"nous voudrions voir le gouvernement ne jamais baisser sa vigilance sur d'autres centrales nucléaires aussi."*

Le conservateur Yomiuri Shimbun a répété ces derniers jours : *"Chubu Electric Power Co. devrait accepter la demande du Premier ministre."*

Quant à l'indice Nikkei il a reflété les préoccupations sur une possible réduction de d'énergie dans la région, où des grands industriels sont localisés, y compris Toyota.

Mais Chubu Electric Power Co, qui a tenu une réunion de son conseil d'administration ce samedi, a remis en cause sa décision sur l'action à tenir après l'annonce de Naoto Kan.

"Pouvons-nous avoir le moindre impact possible sur la société et l'industrie ? Le gouvernement a la responsabilité d'expliquer aux citoyens qui est tributaire des conditions réelles de la distribution électrique"